

Distr.
LIMITEE

TD/B/39(1)/L.3/Add.6
12 octobre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Première partie
Genève, 28 septembre 1992
Point 15 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
SUR LA PREMIERE PARTIE DE SA TRENTE-NEUVIEME SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 28 septembre au 14 octobre 1992

Rapporteur : M. B. Prasad Lacoul (Népal)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
IX. Autres questions relatives au commerce et au développement (point 10 de l'ordre du jour) :	
a) Promotion des exportations : rapport du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/GATT sur sa vingt-cinquième session (point 10 a) de l'ordre du jour)	1 - 28
b) Développement progressif du droit commercial international : vingt-cinquième rapport annuel de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (point 10 b) de l'ordre du jour)	29

Chapitre IX

AUTRES QUESTIONS RELATIVES AU COMMERCE ET AU DEVELOPPEMENT

(Point 10 de l'ordre du jour)

A. Promotion des exportations : rapport du Groupe consultatif commun du Centre de commerce international CNUCED/GATT sur sa vingt-cinquième session

(point 10 a) de l'ordre du jour)

1. Le Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/GATT n'ayant pas tenu sa vingt-cinquième session avant la session en cours du Conseil, il n'avait pu lui présenter de rapport. Au titre de ce point, le Conseil a examiné le statut et la situation actuelle du Centre du commerce international CNUCED/GATT (CCI).
2. La porte-parole du Groupe latino-américain et caraïbe (Brésil) a dit qu'il était contraire à la notion de bonne gestion de permettre la mort par négligence d'une importante institution d'assistance technique dans le domaine du commerce qui avait jusque-là été financièrement viable. Si son groupe reconnaissait la nécessité de procéder à des réformes administratives, opérationnelles et techniques au CCI, il était en même temps indispensable de transformer profondément la structure du Centre et en particulier de nommer un nouveau directeur exécutif. Les pays membres du Groupe latino-américain et caraïbe étaient vivement préoccupés par le blocage persistant de la situation concernant le CCI. La situation était actuellement au point mort et l'efficacité du CCI ne pourrait qu'en pâtir encore davantage. Se référant aux solutions possibles examinées au GATT, elle a déclaré qu'il était important pour son groupe de maintenir l'actuel partenariat GATT-CNUCED. Placer le CCI sous la responsabilité exclusive du GATT risquerait de compromettre sérieusement sa base de ressources, notamment le financement du PNUD. Le CCI, la CNUCED et le GATT avaient tous des budgets à peu près équivalents en termes de dépenses totales; en termes d'effectifs, toutefois, le CCI représentait la moitié de la CNUCED et les quatre cinquièmes du GATT. Le niveau et le nombre des cadres du Centre étaient déjà sensiblement inférieurs à ceux des organisations de tutelle. Il avait aussi été souligné qu'un certain nombre de pays bénéficiaires n'étaient pas membres du GATT. Un aspect fondamental était que le CCI n'était pas une institution des Nations Unies à proprement parler et ne devait donc pas être considéré comme telle.

3. La porte-parole a rappelé que l'accroissement du commerce était un moteur de la croissance économique et que beaucoup de pays avaient besoin d'une forte assistance technique dans ce domaine. En outre, l'expansion du commerce était un objectif qui intéressait l'économie mondiale tout entière. Le CCI avait pour mandat explicite d'apporter une contribution à ce processus. Les décisions prises concernant le niveau du poste du directeur exécutif du CCI devaient être rattachées au mandat global que les gouvernements désiraient voir le CCI accomplir. Il était indispensable de trouver maintenant une solution définitive à un état de choses qui durait depuis plus d'une année. La situation actuelle perturbait le fonctionnement du Centre. Le Groupe latino-américain et caraïbe ne se satisferait d'aucune solution intérimaire et il proposait que le statut du CCI, défini par l'Assemblée générale dans sa résolution de 1979, soit maintenu sans changement. Un directeur exécutif devait être nommé conjointement par la CNUCED et le GATT pour une période de trois ans, étant entendu que son poste resterait au niveau de sous-secrétaire général ou à un niveau équivalent.

4. Le Groupe latino-américain et caraïbe considérait qu'une décision qui aurait de lourdes conséquences pour le fonctionnement du CCI ne devait pas être prise à la légère, étant donné les relations ténues entre l'institution et le système des Nations Unies. La restructuration du système des Nations Unies, notamment des organismes qui lui étaient juridiquement apparentés, devait d'abord être réalisée. En l'absence d'une restructuration approfondie et décidée par accord intergouvernemental de ce système, opérer de tels changements dans un organisme ayant un statut juridique totalement distinct serait une décision fondamentalement irresponsable. Le statu quo que le Groupe défendait pourrait à terme être réévalué une fois la restructuration du système des Nations Unies bien assimilée par les gouvernements. Il fallait donc que le Conseil prenne maintenant une décision sur cette question, qui serait renvoyée aux gouvernements pour examen au Siège de l'ONU.

5. Le représentant de la Norvège, parlant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège et Suède) a déclaré que ces pays avaient investi beaucoup de temps, d'énergie et de ressources financières dans le CCI parce qu'ils appréciaient la façon dont le Centre avait oeuvré pour promouvoir de façon pratique les activités d'exportation dans les pays en développement. L'assistance apportée par le CCI dans ce domaine pourrait prendre de plus en plus d'importance étant donné que beaucoup de pays en développement adoptaient

page 4

des systèmes économiques davantage axés sur le marché. Les pays nordiques constataient donc avec une grande préoccupation que le Centre, sans directeur depuis janvier 1992, partait à la dérive. La situation était grave et avait déjà de lourdes conséquences pour le CCI; il fallait donc y remédier d'urgence si l'on ne voulait pas compromettre l'avenir du Centre.

6. Pour attirer au poste de directeur exécutif une personne ayant les compétences requises, les pays nordiques estimaient qu'il fallait lui offrir un traitement approprié, adapté aux responsabilités qui lui incomberaient, et qu'elle devrait être nommée pour une période assez longue pour lui permettre de suivre la mise en oeuvre des changements nécessaires concernant les grandes orientations et les pratiques.

7. En ce qui concernait le statut du Centre, le représentant souhaitait que le CCI reste un organe commun de la CNUCED et du GATT. Ces deux organismes devraient même renforcer leur coopération afin que le CCI puisse tirer tout le parti possible de leurs apports dans ses travaux. La CNUCED et le GATT avaient aussi leur mot à dire dans les questions d'organisation fondamentales du CCI et, à cet égard, l'opinion du GATT était importante.

8. Le porte-parole du Groupe asiatique (Bangladesh) a déclaré que son groupe était très préoccupé par l'éventualité d'un affaiblissement du statut du CCI, à un moment où les pays d'Asie espéraient au contraire un renforcement du Centre qui permettrait à celui-ci de remplir son rôle concernant la coordination de l'assistance et de la coopération techniques visant à promouvoir les exportations des pays en développement. Il a rappelé que c'était en vertu d'une décision adoptée par les Parties Contractantes à l'Accord général et par l'Assemblée générale en 1979 que le poste de directeur exécutif avait été porté au niveau de sous-secrétaire général. Le CCI ainsi renforcé fournissait d'excellents services aux pays en développement, à la satisfaction de la communauté des donateurs, et les PMA en étaient d'importants bénéficiaires.

9. Ramener le poste de directeur exécutif au niveau D-2 et offrir un contrat d'une durée d'une année seulement finirait par créer une crise de direction : un responsable nommé dans de telles conditions aurait du mal à diriger le CCI avec dynamisme et à mobiliser les ressources nécessaires pour que le Centre puisse jouer le rôle de plus en plus important qui lui revenait. A un moment

où ils procédaient à des ajustements structurels de grande ampleur et où ils s'efforçaient de promouvoir leur commerce extérieur, les pays en développement risquaient d'être les grands perdants de l'opération.

10. Dans ces circonstances, le Groupe asiatique demandait que le poste de directeur exécutif du CCI soit maintenu au niveau de sous-secrétaire général. Quant aux possibilités actuellement à l'étude concernant le statut institutionnel futur du Centre, le Groupe asiatique était très favorable au maintien du partenariat actuel GATT-CNUCED. Le porte-parole priait instamment le Conseil de prendre sur ces questions une décision mûrement pesée qui protégerait les intérêts des pays en développement. Si nécessaire, les conclusions adoptées pourraient être renvoyées à l'Assemblée générale pour réexamen.

11. Le porte-parole du Groupe africain (Egypte) a déclaré que, depuis sa création, le CCI avait travaillé en tant qu'organisme commun de la CNUCED et du GATT pour aider tous les pays, notamment les pays en développement, à accroître leur capacité d'exportation. Grâce au CCI, de nombreux pays en développement, notamment ceux qui n'étaient pas membres du GATT, avaient pu profiter de programmes d'assistance technique car le Centre aidait les pays en développement aux mêmes conditions que les autres pays. Au sujet du poste du directeur exécutif du CCI et quant à la question de savoir si le Centre devrait rester un organisme commun CNUCED/GATT ou relever de la seule responsabilité du GATT, le Groupe africain estimait que la communauté internationale devrait s'efforcer d'atteindre les objectifs suivants :

a) Le CCI devrait rester un organisme commun CNUCED/GATT, compte tenu en particulier du nouveau rôle défini dans l'Engagement de Carthagène et de la création de groupes de travail spéciaux sur l'efficacité commerciale et l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement.

b) Pour permettre au CCI d'exécuter ses tâches sans retard, il fallait faire en sorte qu'il soit à nouveau pleinement opérationnel le plus tôt possible, notamment dans l'intérêt des pays en développement. A cette fin, il faudrait créer un groupe consultatif commun qui chercherait à dégager un consensus sur la façon d'assurer la reprise des fonctions du Centre, concernant notamment l'amélioration des capacités d'exportation des pays en développement. Les pays d'Afrique avaient fait de gros efforts de leur propre côté et comptaient beaucoup sur cette assistance.

page 6

- c) Les pays donateurs et le PNUD devraient accroître leurs contributions financières afin de renforcer les activités du CCI dans le domaine de la promotion des exportations des pays en développement.
12. Le représentant de la Pologne a déclaré que son pays était très préoccupé par la crise prolongée que le CCI traversait. Il considérait lui aussi que le Centre apportait aux pays en développement un appui technique incomparable pour la promotion des exportations. Le Centre était en fait un excellent instrument qui permettait à la CNUCED de mener à bien dans la pratique plusieurs types d'activités. Le mode d'approche dit "au niveau des entreprises" - adopté il y avait quelques années - était un bon exemple de la façon dont le Centre réagissait face aux besoins d'un monde en évolution, offrant des réponses pratiques à deux des questions les plus importantes rencontrées par les pays en développement et les pays en transition : restructuration des entreprises publiques et privées et protection de l'environnement.
13. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, l'assistance pratique fournie par le CCI en matière de restructuration économique consistait à faire adopter des principes et un comportement adaptés à l'économie de marché dans le désert économique de l'après-communisme. Cette assistance était essentielle au succès de la transformation entreprise par ces pays.
14. Pour toutes ces raisons, la délégation polonaise souhaitait qu'il soit rapidement trouvé une solution définitive permettant de mettre fin aux problèmes rencontrés par le CCI et le représentant appuyait pleinement la proposition du Groupe latino-américain et caraïbe tendant à laisser au CCI le statut défini dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1979 et à renvoyer la question aux gouvernements, au Siège de l'ONU, pour examen plus approfondi.
15. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation était, comme d'autres, préoccupée par ce problème qui durait depuis plus d'une année. Elle a souligné que le retard dans la nomination du directeur exécutif du CCI ne remettait aucunement en cause la bonne qualité des travaux accomplis par le Centre. En réalité, c'étaient les réformes engagées à l'échelle du système des Nations Unies qui empêchaient pour l'instant de trouver une solution au problème de direction du CCI. L'ONU modifiait radicalement l'organisation de ses travaux et connaissait actuellement une période

difficile. Il était nécessaire d'ajuster les structures compte tenu des ressources financières et humaines réellement disponibles afin d'en tirer le meilleur parti possible. Ces réformes devraient mettre l'ONU à l'abri de toute forme d'inflation. A l'heure actuelle, le système des Nations Unies ne répondait pas encore aussi bien qu'il le pourrait à ces impératifs.

La délégation des Etats-Unis souhaitait vivement que l'ONU utilise tous les fonds disponibles pour améliorer le bien-être des peuples du monde entier. L'Organisation devait employer ses ressources dans des opérations sur le terrain où elles permettraient vraiment de changer la vie des individus. Jusqu'ici, on ne pouvait pas dire que les ressources disponibles avaient été utilisées de la façon la plus efficace possible.

16. Faisant observer que le Secrétaire général de l'ONU avait entrepris de procéder à un réalignement au Secrétariat à New York et qu'il avait déjà supprimé un certain nombre de postes de niveau élevé, la représentante a replacé la question de la direction du CCI dans le contexte élargi du processus de réforme des Nations Unies. Le Gouvernement des Etats-Unis ne souhaitait pas, à ce stade, critiquer les travaux du Secrétaire général. La représentante comprenait l'impatience d'autres délégations, mais elle a fait valoir que le Secrétaire général avait besoin de plus de temps et d'une complète liberté d'action pour régler la question. En tout état de cause, la délégation des Etats-Unis ne pouvait pas appuyer la proposition du Groupe latino-américain tendant à confirmer que le poste du directeur exécutif du CCI serait maintenu au niveau de sous-secrétaire général et que le directeur exécutif serait nommé pour une période de trois ans.

17. La porte-parole du Groupe latino-américain et caraïbe (Brésil) a dit que les préoccupations exprimées par la représentante des Etats-Unis quant à la viabilité financière du système des Nations Unies étaient assurément partagées par toutes les délégations. Elle était cependant très préoccupée par le fait que ces principes n'étaient pas appliqués de façon équitable et lésaient ceux qui semblaient les moins bien protégés. Il était de notoriété publique qu'un poste de haut niveau venait d'être créé au Siège de l'ONU. Il semblait donc que les principes différaient selon les circonstances.

18. Le représentant du Chili, répondant à la déclaration des Etats-Unis, s'est déclaré étonné d'entendre dire que les pays membres n'avaient pas jugé efficaces les activités menées au système des Nations Unies dans le domaine économique et social. Selon lui, l'ONU, et notamment la CNUCED, s'efforçaient

page 8

depuis des années d'exploiter les maigres ressources disponibles pour améliorer l'économie des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. La CNUCED avait aussi beaucoup contribué aux activités d'assistance technique du CCI. Le représentant avait également constaté avec surprise que, malgré l'accord intervenu sur le niveau du poste du directeur exécutif, aucune mesure n'avait été prise car on refusait à New York de confirmer le maintien du poste au niveau de sous-secrétaire général. Ce poste présentait une telle importance pour les pays en développement qu'ils ne pouvaient accepter qu'il soit classé à un niveau inférieur. Il était donc inacceptable que les Etats-Unis proposent de laisser le Secrétaire général de l'ONU régler seul la question. Tous les pays en développement étaient intéressés par ce problème et la décision ne pouvait donc pas venir d'une seule personne du système, quelle qu'elle soit. Le représentant a rappelé que les pays en développement ne voulaient pas voir s'affaiblir le CCI à la suite du déclassement du poste de son directeur exécutif.

19. La représentante du Royaume-Uni, parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, a déclaré que la Communauté s'inquiétait de voir que la nomination d'un nouveau Directeur exécutif était dans une impasse, mais elle n'avait pas encore discuté de la question pour formuler une position commune. Le CCI était une organisation d'une grande utilité et, pour cette raison, elle espérait que les actuels problèmes de personnel seraient rapidement réglés, de manière à ce que le Centre puisse continuer à fonctionner efficacement. La recherche d'une solution devait être fondée non pas sur l'affrontement entre différentes organisations, mais sur des consultations patientes et une diplomatie discrète.

20. Le représentant de Cuba a dit que l'importance du travail accompli par le CCI était largement reconnue et qu'il partageait l'avis exprimé par le groupe des pays d'Amérique latine et le Chili au sujet du poste de Directeur exécutif. Il considérait que ce problème particulier devait être envisagé dans le contexte de la crise financière à laquelle les Nations Unies étaient confrontées depuis sept ans et que le Secrétaire général de l'ONU devait agir sans retard pour remédier à cette crise, en procédant à des consultations avec les principaux contributeurs.

21. Le représentant de la Malaisie a dit qu'il partageait l'inquiétude exprimée par d'autres délégations face à l'impasse prolongée dans laquelle se trouvait la nomination du nouveau Directeur exécutif. Tout en appréciant à

sa juste valeur l'argument de la restructuration, il estimait que la situation du CCI était différente, car le Centre était placé et resterait sous la responsabilité conjointe de la CNUCED et du GATT. Pour définir le rang de son Directeur exécutif, il fallait tenir compte du type de budget et du niveau du personnel qui avaient été établis au fil des années et qui lui avaient permis de s'acquitter efficacement de nombreuses tâches en faveur des pays en développement. L'impasse actuelle risquait de porter atteinte au moral du personnel du CCI. L'inquiétude ressentie était d'autant plus grande que certains donateurs n'étaient guère disposés maintenant à apporter de nouvelles contributions aux programmes du CCI. Il espérait donc qu'une solution serait trouvée rapidement.

22. Le représentant du Pérou a réaffirmé que sa délégation considérait que le CCI jouait un rôle fort utile en aidant les pays en développement dans leurs projets de développement et que ses activités devraient être renforcées. Le Pérou considérait aussi que le Centre devait rester sous la responsabilité conjointe de la CNUCED et du GATT, de manière à pouvoir agir efficacement et de façon cohérente. Il a admis que des réformes étaient peut-être nécessaires dans le domaine de la gestion, mais cette question pouvait être examinée dans le cadre du Groupe consultatif commun. La délégation péruvienne était favorable au maintien du poste de Directeur exécutif à son niveau actuel, sans modification de la durée de son engagement. Le représentant a estimé enfin que le Conseil devait tenter de parvenir à un consensus sur ce point et devait transmettre officiellement à New York la décision qu'il aura adoptée.

23. Le représentant de l'Italie a appuyé la déclaration de la Communauté européenne. Revenant sur la proposition du Pérou, qui demandait que le Conseil prenne une décision qui serait communiquée à New York, il a rappelé que l'impasse regrettable dans laquelle se trouvait la nomination du Directeur exécutif était due à l'origine à la volonté irréaliste de maintenir le poste au niveau de Sous-Secrétaire général et à des divergences entre les délégations à Genève et à New York au sujet du classement de ce poste. Il était donc à craindre que cette proposition, si elle était acceptée, ne prolonge le blocage actuel, au détriment de l'efficacité du Centre, déjà bien entamée. Notant qu'une majorité se dégageait déjà au GATT en faveur d'un compromis honorable, il a prié le Conseil de reconsidérer la procédure proposée par le Pérou.

page 10

24. Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation soutenait la proposition du Pérou, ajoutant que le Conseil devait faire une recommandation sur cette importante question.

25. Le représentant de l'Allemagne, commentant les faits nouveaux intervenus récemment au GATT, notamment l'idée d'incorporer le CCI au GATT, a dit qu'un groupe de pays, réunis la veille au GATT - sans la participation des Etats-Unis et du Canada - étaient convenus que le CCI devait continuer de fonctionner en tant qu'organe commun de la CNUCED et du GATT et que le classement du poste de Directeur exécutif au niveau D-2 devait être accepté comme une chose inévitable, étant entendu que la durée de son engagement serait supérieure à un an. Un compromis était donc en vue.

26. La représentante de la Chine a dit que sa délégation était vivement préoccupée par l'absence de rapport annuel du CCI au titre de ce point de l'ordre du jour. Cela montrait bien que l'activité normale du Centre avait été gravement perturbée. Elle espérait donc que les efforts conjoints de toutes les parties intéressées permettraient de mener à bien aussi rapidement que possible la réforme structurelle du Centre, de manière que celui-ci puisse continuer normalement à fournir une assistance technique aux pays en développement.

27. La représentante de la Suisse a rappelé que son pays avait toujours soutenu fermement le CCI. Sa délégation aurait préféré que son Directeur exécutif conserve le rang de Sous-Secrétaire général, mais, comme un consensus semblait se dessiner en faveur du classement au niveau D-2, sa délégation pourrait se ranger à cette décision. Elle s'étonnait cependant de voir que ce classement pouvait être accepté pour le court terme, sans que l'on étudie comment améliorer les relations afin d'éviter de tels conflits dans l'avenir, que ce soit au sujet du choix d'un Directeur exécutif ou au sujet de tout autre aspect des activités du CCI. Dans ces conditions, le GATT pourrait avoir l'impression qu'il n'avait pas son mot à dire dans les affaires du CCI, ce qui pourrait finalement le dissuader d'apporter, comme il convenait, sa contribution. En outre, voyant que le partenariat CNUCED/GATT, qui constituait la force du CCI, était en train de se désagréger, certaines délégations risquaient de ne plus soutenir le Centre aussi activement que dans le passé.

28. Le représentant du Canada a reconnu la qualité du travail accompli par le CCI au fil des ans. Bien qu'il soutienne l'effort de réforme et de réorganisation du système des Nations Unies, il considérerait que le CCI ne

devait pas être pris isolément comme base de cette réforme. C'était dans cet esprit que la délégation canadienne souscrivait pleinement à la déclaration du Groupe latino-américain et caraïbe et aux remarques faites par différents membres de ce groupe. Un affrontement avec le Secrétaire général sur ce point serait néanmoins tout à fait inutile. Il valait mieux engager un dialogue pondéré, comme l'avait suggéré le porte-parole de la Communauté européenne. Il a rappelé que, dans toute discussion sur des questions intéressant le CCI, le GATT était partie prenante pour moitié et, partant, il fallait s'entendre avec lui sur une solution. Le Canada oeuvrerait dans le cadre de la CNUCED et du GATT au règlement de ce problème.

Décision du Conseil

(A compléter)

B. Développement progressif du droit commercial international :
vingt-cinquième rapport annuel de la Commission des
Nations Unies pour le droit commercial international

(Point 10 b) de l'ordre du jour)

Décision du Conseil

29. A sa 809ème séance, le 29 septembre 1992, le Conseil a pris note du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur sa vingt-cinquième session (A/47/17), distribué au Conseil sous couvert d'une note du secrétariat de la CNUCED (TD/B/39(1)/6).
